

# CONCESSION AIRE DE VINCEY

## 2 – CAHIER DES CHARGES (CC)

**(CC n° 2026-VINCEY)**

### ***Autorité Concédante***

ÉTAT - Ministère des Transports  
Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Est par délégation de  
M le Préfet de la région Grand-Est, Préfet du bas-Rhin.

### ***Objet de la consultation***

RN 57 : Attribution de la concession de l'aire de service de Vincey, commune  
de Vincey (88450), département des Vosges,  
sens Sud → Nord (Remiremont-Nancy)

### ***Remise des offres***

Date et heure limites de réception : 13/05/2026 à 11h00 (heure locale du  
siège de la DIREst)

# Sommaire

Article 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES - CONSISTANCE DE LA CONCESSION.....	3
1.1 Objet de la concession.....	3
1.2 Plan de situation.....	4
1.3 Équipements à réaliser.....	4
1.3.1 Dispositions générales.....	4
1.3.2 Dispositions spécifiques.....	6
1.3.2.1 Installation de recharge pour les véhicules électriques.....	6
1.3.2.2 Carburants alternatifs pour les PL.....	8
1.3.2.3 Gestion intégrée des eaux pluviales.....	8
1.3.2.4 Ombrières photovoltaïques.....	8
1.4 Nature de la concession.....	10
1.5 Caractère de la concession.....	10
1.6 Durée de la concession.....	10
Article 2 - AMÉNAGEMENT DE L'AIRE.....	11
2.1 Autorisations Administratives.....	11
2.2 Dispositions des ouvrages et installations.....	11
2.3 Clôture - Accès limites.....	11
Article 3 - EXPLOITATION ET ENTRETIEN DE L'AIRE.....	11
3.1 Fonctionnement de la station – service.....	11
3.2 Exécution des travaux.....	12
3.3 Exploitation de la station – service.....	12
3.4 Entretien de l'aire de service.....	13
3.5 Frais d'entretien.....	13
3.6 Fourniture des fluides et services.....	13
3.7 Signalisation et publicité.....	13
Article 4 - ANNEXE TECHNIQUE.....	14
4.1 Textes techniques applicables dans le cadre des études et des travaux.....	14
4.2 Terrassements -chaussées.....	14
4.3 Signalisation.....	14
4.3.1 Signalisation horizontale.....	14
4.3.2 Signalisation de police.....	14
4.3.3 Signalisation de direction.....	14
4.3.4 Signalisation de rappel des limitations de vitesse.....	15
4.4 Signalisation de l'intérieur de l'aire.....	15
4.5 Éclairage public.....	15
4.6 Caractéristiques géométriques principales.....	15
4.6.1 - Organisation générale et circulation interne.....	15
4.6.2 Accès à la voie express RN 57.....	15
4.6.3 Caractéristiques en profil en long.....	15
4.7 Bâtiments.....	16
4.8 Démolition des bâtiments.....	16
4.9 Ombrières photovoltaïques.....	16

# **Article 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES - CONSISTANCE DE LA CONCESSION**

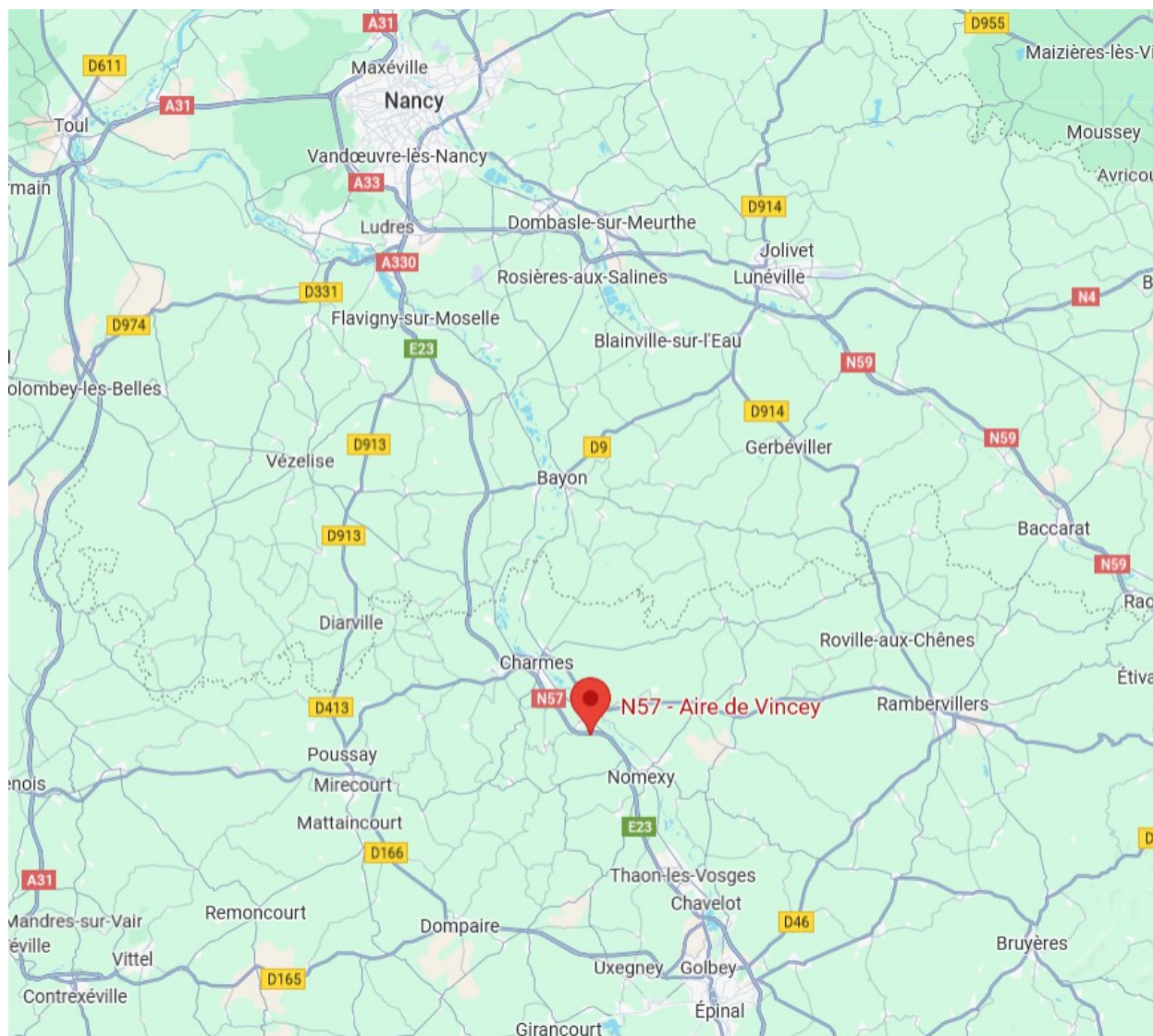
## **1.1 Objet de la concession**

La présente concession a pour objet l'établissement et l'exploitation d'une aire à usage principal de station-service, située sur le territoire de la commune de Vincey, département des Vosges, sur la Route Nationale 57 au PR 12 sens REMIREMONT-NANCY.

Les dépendances du Domaine Public, comprises dans le périmètre de la concession qui appartiennent déjà à l'État, seront remises telles qu'elles se trouvent au concessionnaire pour en assurer l'aménagement, l'entretien et l'exploitation dans les conditions du présent cahier des charges.

Les équipements et installations inscrits dans le périmètre de la concession, autres que ceux qui lui sont remis par l'État, nécessaires à la réalisation et au fonctionnement de l'ouvrage public de la concession, sont mis à la charge du concessionnaire, qui est tenu d'en assurer entièrement à ses frais, et dans les conditions techniques définies ci-après, la création, l'entretien et l'exploitation.

## 1.2 Plan de situation



## 1.3 Équipements à réaliser

### 1.3.1 Dispositions générales

Le candidat devra établir un projet d'aménagement de l'aire de service conformément aux prescriptions définies au présent dossier.

L'implantation des différents équipements devra être étudiée de façon à assurer à l'utilisateur :

- une bonne vision globale de l'aire et une information claire des services dont il peut disposer ;
- une accessibilité directe, depuis les parcs de stationnement à l'équipement recherché ;
- l'utilisation de chaque équipement sans engendrer de nuisances de voisinage.

En particulier, plus les équipements ont un caractère artificiel, plus ils seront implantés à proximité de la route nationale 57.

Par ailleurs, l'aire devra, par son architecture et son aménagement, respecter le milieu environnant

et s'insérer dans le site.

Dans le cadre de l'application de la loi de transition énergétique, le bâtiment station (neuf ou rénové) devra (à minima) être conforme à la réglementation thermique en vigueur. Le concessionnaire pendra à sa charge la construction et la réfection des voiries sur l'ensemble des espaces dédiés aux véhicules, y compris bretelles d'accès et de sortie.

Les équipements à réaliser devront être indiqués sur le plan de masse et respecter les caractéristiques indiquées ci-dessous.

L'aire de service de Vincey bénéficie d'une superficie d'environ 36 000 m<sup>2</sup> et comprendra obligatoirement :

- une zone dite de distribution de sources d'énergies usuelles (carburants/électricité) réservée pour l'installation et le fonctionnement d'une station service. Elle devra comprendre à minima :
  - Une station service composée de distributeurs de carburants et électricité ;
  - Une station service ouverte de 6h00 à 21h00 (à minima) ;
  - Une boutique, ouverte aux mêmes horaires que la station-service ;
  - Un espace restauration froide (à minima), ouvert aux mêmes horaires que la station-service ;
  - Une offre de restauration accessible 24/24 de type distributeur proposant une variété suffisante de plats cuisinés, sandwiches, salades composées et produits frais permettant de composer un repas équilibré, complétée par l'installation de dispositifs d'évacuation des déchets (poubelles) en nombre et capacité suffisants à proximité immédiate.
  - Un bloc sanitaire comprenant WC, douches et lavabos en nombre suffisant et adapté à la nouvelle capacité d'accueil de l'aire. Un lave-main avec essuie-mains, un WC homme, un WC femme, un WC accessible aux handicapés, un bloc douche avec séparation Homme/Femme et accessible aux handicapés devront être accessibles 24h/24 gratuitement.
  
- une zone dite de repos et de stationnement conçue et aménagée pour le stationnement des véhicules et la détente des usagers. Elle devra comprendre :
  - 30 places de stationnement VL (à minima) ;
  - L'aménagement d'une plate-forme de 3000m<sup>2</sup> visant à offrir une offre de stationnement PL **supplémentaire** ; L'aire devra être optimisée pour accueillir le maximum de stationnement PL



**Illustration donnée à titre d'exemple**

- des tables, des bancs et des poubelles en nombre suffisant ;
- l'installation d'un afficheur de pré-signalisation prix carburants, en amont de l'aire.

Une attention particulière devra être portée à l'aménagement paysager de la zone de stationnement, ainsi qu'au mobilier urbain implanté.

Un cheminement piéton (qui peut se limiter à du marquage au sol dédié) sera mis en place entre la zone de stationnement VL et PL et les sanitaires. Ce cheminement, le stationnement VL et PL ainsi que la zone environnant les sanitaires, seront éclairés.

L'aire devra être dotée d'un système de vidéosurveillance performant couvrant l'ensemble des zones d'exploitation, avec une attention particulière portée à la zone de stationnement des Poids Lourds.

Le Concessionnaire assumera l'entière responsabilité de l'installation, de la maintenance, de l'exploitation, ainsi que des démarches et autorisations administratives nécessaires (déclaration CNIL, autorisation préfectorale, etc.) relatives à ce dispositif de vidéosurveillance et à l'ensemble des équipements de l'aire.

**Toutes ces prestations doivent être accessibles aux personnes handicapées et conformes aux réglementations en vigueur.**

### **1.3.2 Dispositions spécifiques**

#### **1.3.2.1 Installation de recharge pour les véhicules électriques**

La conception et la réalisation de l'infrastructure (réservations, dimensionnement fourreaux, emprise foncière, etc.) doit prévoir l'évolution de l'installation pour l'ajout de points de recharge

supplémentaires (VL et PL).

L'infrastructure et les installations de recharge **doivent respecter** à tous moments les conditions techniques et spécifiques prescrites par **la réglementation en vigueur** en matière d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Les matériels électriques doivent répondre **aux normes électriques en vigueur** et assurer un niveau élevé de résistance à l'agression. Ces équipements doivent nécessairement être assurés contre les dégradations extérieures et les risques techniques inhérents aux fonctionnements du matériel.

Les bornes devront être automatiques et ouvertes 24h00 sur 24h00.

La puissance totale en sortie devra être au **minimum de 2 500kW** (1 500kW pour les PL et 1000kW pour les VL) dans la limite de la disponibilité du réseau.

### **Recharge pour les véhicules légers**

La distribution VL devra comporter au minimum 8 points de charge compatible toutes marques dont 4 bornes 150kW minimum.

Le raccordement électrique devra être dimensionné pour l'évolution des flottes et prévoir un minimum de 12 points de charge à l'horizon 2035.

Les installations doivent intégrer:

- un disjoncteur divisionnaire aux normes NF par point de recharge ;
- un connecteur Combo 2 sur chaque point de recharge comptabilisé dans les exigences minimales de la station ;
- un sous comptage des consommations via compteur certifié MID (hors recharge DC) ;
- une interopérabilité d'accès à la charge ;
- la collecte des données de charge.

### **Recharge pour les poids-lourds**

La zone de recharge PL devra être séparée et facilement accessible pour les véhicules longs.

L'installation devra prévoir au minimum une borne de recharge compatible toutes marques d'une puissance minimale de 350kW.

Le raccordement électrique devra être dimensionné pour l'évolution de la flotte.

Les installations doivent prévoir :

- Connecteur Standard : Installation d'un connecteur Combo 2 (CCS2) sur chaque point de recharge dans l'attente de la généralisation du standard MCS (Megawatt Charging System).
- Sécurité et Protection : Un disjoncteur divisionnaire aux normes NF par point de recharge.
- Comptage : Un sous-comptage des consommations via compteur certifié MID (hors recharge DC).
- Gestion et Données : Assurer une interopérabilité d'accès à la charge et la collecte des données de charge (conformément aux exigences PL).
- Gabarit PL : Les bornes devront être conçues pour être ergonomiques et robustes pour le gabarit des PL, avec une hauteur de câble suffisante et une protection contre les chocs dus aux manœuvres.

#### 1.3.2.2 Carburants alternatifs pour les PL

En vue d'offrir une gamme complète de solutions de ravitaillement pour les poids-lourds, le candidat pourra également proposer l'intégration d'une station de biocarburants et/ou d'hydrogène. Ces options sont particulièrement pertinentes dans le cadre d'une démarche de développement durable et de réduction de l'empreinte carbone du transport routier. Cette initiative sera valorisée dans l'analyse des offres.

#### 1.3.2.3 Gestion intégrée des eaux pluviales

Le candidat devra mettre en place une stratégie de Gestion Intégrée des Eaux Pluviales (GEP) sur l'ensemble du périmètre de l'aire, visant à l'infiltration maximale des eaux à la parcelle et à la maîtrise des débits de rejet vers le milieu naturel.

Cette gestion devra être assurée par des techniques alternatives telles que (liste non exhaustive) :

- La mise en place de noues paysagères ou de tranchées drainantes pour la collecte et l'infiltration.
- L'utilisation de revêtements perméables ou poreux sur les zones de stationnement VL et piétonnes.

Le projet devra démontrer que les rejets finaux sont inférieurs ou égaux aux débits de fuite naturels du site avant aménagement.

#### 1.3.2.4 Ombrières photovoltaïques

Le candidat devra se conformer aux textes réglementaires en vigueur.

Les articles L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation (CCH) et l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme (CU) prévoient une obligation des dispositifs d'ombrages sur parcs de stationnement extérieurs, de plus de 500 m<sup>2</sup>, et l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables impose aux parcs de stationnement d'une superficie supérieure à 1 500 m<sup>2</sup> de bénéficier sur au moins la moitié de leur superficie d'un ombrage selon les modalités suivantes :

- Au minimum 35 % de la moitié de la surface du parking doivent être couverts par des ombrières photovoltaïques ;
- Les 65 % restants de cette même moitié peuvent être assurés par des dispositifs végétalisés (arbres, pergolas végétalisées, corridors ombragés, etc.), sous réserve qu'ils apportent un ombrage équivalent.

Cette mesure s'applique aux parcs extérieurs dont la demande d'autorisation d'urbanisme est déposée à compter du 11 mars 2023, ainsi qu'aux parcs extérieurs existants au 1er juillet 2023. Pour ces derniers, la date d'échéance pour la mise en conformité avec les obligations, varie selon le mode de gestion du parc et sa taille :



- Les parcs gérés en concession ou en délégation de service public dont le contrat est conclu ou renouvelé avant le 1er juillet 2026 auront jusqu'à cette même date pour s'y conformer.
- Les parcs gérés en concession ou en délégation de service public dont le contrat est conclu ou renouvelé après le 1er juillet 2026 devront appliquer les obligations au 1er juillet 2028.

Sur le réseau routier national non concédé, ces obligations s'imposent aux concessionnaires des aires de service. L'installation des panneaux photovoltaïque peut, conformément au III de l'article 81 du décret n°2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, se réaliser dans le cadre d'une autorisation d'occupation temporaire, délivrée par le concessionnaire à l'issue d'une procédure de sélection préalable prévue à l'article L.2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques, en contrepartie du versement d'une redevance appropriée pour faciliter les candidatures

Ceci étant exposé :

Sous réserve de leur compatibilité avec l'affectation du domaine public autoroutier, le concessionnaire peut délivrer des titres d'occupation du domaine public en vue de permettre l'exercice sur le domaine public autoroutier concédé d'activités dont l'objet principal est la production d'énergies renouvelables, à l'issue d'une procédure de sélection préalable prévue à l'article L.2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques ou d'une procédure d'appel à manifestation d'intérêt prévues aux II et III de l'article L. 2122-1-3-1 du même code.

En cas d'infructuosité de la procédure de sélection préalable relevant du III de l'article 8<sup>1</sup> du décret n°2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, le concessionnaire en informe le concédant.

Le montant de la redevance est fixé dans les conditions prévues par les articles L. 2125-1, L. 2125-3 et R. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Le Concessionnaire est tenu de s'assurer que les travaux et l'exploitation de l'activité de production d'énergies renouvelables sont réalisés dans les conditions prévues par la Convention de concession et le présent cahier des charges. Il demeure responsable des actes de l'occupant. Les travaux d'installation par l'occupant se réalisent conformément aux articles 3.2 relatifs à l'exécution des travaux ainsi qu'aux réglementations et normes en vigueur, notamment celles

1« III. - Lorsque le gestionnaire du parc de stationnement organise une procédure visant spécifiquement, ou comprenant un lot visant spécifiquement, à installer les dispositifs mentionnés au premier alinéa du I de l'article 40 de la loi du 10 mars 2023 susvisée, l'absence de réponse ou le caractère infructueux de la procédure, attesté par le gestionnaire, permet de présumer le caractère excessif du coût des travaux. Dans le cadre d'une procédure allotie, le caractère infructueux s'apprécie sur le lot portant sur l'installation des dispositifs.

Les procédures mentionnées à l'alinéa précédent, auxquelles le gestionnaire se soumet de manière obligatoire ou volontaire, sont :

1° Les procédures de mises en concurrence prévue par le code de la commande publique ;

2° La procédure de sélection prévue à l'article L. 2122-1-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;

3° Les procédures d'appel à manifestation d'intérêt prévues aux II et III de l'article L. 2122-1-3-1 du même code. »

relatives à la sécurité électrique. Les installations respectent, une hauteur minimale sous ombrières de 2,90m pour les véhicules légers (inférieur à 3,5 tonnes) et 4,85m pour les poids lourds.

Le titre d'occupation prévoira les contraintes techniques minimums prévues à l'annexe 4.9 du cahier des charges et des clauses de résiliation, notamment dans les cas où ces contraintes ne sont pas respectées.

Le concessionnaire peut être autorisé à délivrer, dans le cadre de la procédure de sélection préalable prévue à l'article L. 2122-1-1 du code général de la propriété des personnes publiques, un titre d'occupation pour une période excédant le terme normal de la concession, sous réserve de l'accord préalable et écrit du préfet coordonnateur des itinéraires routiers. Le concessionnaire adresse à ce dernier le projet de décision unilatérale ou de convention ainsi que, selon que l'autorisation est constitutive de droits réels ou non, une note comportant les informations prévues au 2° de l'article R. 2122-13 du code général de la propriété des personnes publiques ou au 2° de l'article R. 2122-3 du même code. Le dossier transmis est accompagné d'une note justifiant l'opportunité de dépasser le terme du contrat de concession. Le titre d'occupation ne peut prévoir à l'endroit du concédant des stipulations différentes de celles qui s'appliquent au concessionnaire – notamment en ce qui concerne le niveau de la redevance.

Dans un délai de deux mois à compter de la réception des pièces mentionnées à l'alinéa précédent, le préfet coordonnateur des itinéraires routiers fait connaître sa décision au concessionnaire. Il peut demander toute modification du projet de décision unilatérale ou de convention qu'il juge nécessaire en vue de préserver les intérêts du concédant.

Dans un délai d'un mois après la délivrance du titre d'occupation, le concessionnaire en adresse une copie au préfet coordonnateur des itinéraires routiers.

Lorsque la durée du titre d'occupation excède le terme normal de la concession, l'autorisation d'occupation délivrée à l'occupant se poursuit après la date d'échéance de la concession, jusqu'à son terme. L'Etat est, pour la durée du contrat restant à courir, substitué à la société concessionnaire dans tous ses droits et obligations pour l'exécution des engagements pris par elle.

#### **1.4 Nature de la concession**

La concession s'analyse en une délégation de services publics.

Les ouvrages et installations créés ainsi que les biens acquis par le concessionnaire font partie du domaine public de l'État dès leur création ou leur acquisition.

Les terrains et ouvrages créés étant incorporés ipso facto au domaine public, les activités qui s'y exercent échappent aux règles du droit commercial en matière de location.

#### **1.5 Caractère de la concession**

La concession est accordée à titre strictement personnel.

Le concessionnaire ne peut procéder à aucune cession totale ou partielle, à aucun transfert à titre gratuit ou onéreux de ses droits que sur autorisation. Il peut, sous la même réserve et sous sa pleine responsabilité, sous-traiter l'exploitation de la distribution, la gestion des activités annexes autorisées. L'autorisation est délivrée par le Directeur Interdépartemental des Routes EST après avis du Directeur Régional des Finances Publiques.

Le concessionnaire peut sur autorisation de l'Autorité Concédante, mettre l'exploitation de la ou (des) station(s)- service en location-gérance.

#### **1.6 Durée de la concession**

La concession est valable pour une durée de **vingt ans** qui commence à la date de prise d'effet du contrat de concession (au maximum 3 mois après sa signature).

## **Article 2 - AMÉNAGEMENT DE L'AIRE**

### **2.1 Autorisations Administratives**

Suivant l'importance et la nature des opérations, il est fait application du Code de l'Environnement et du Code de l'Urbanisme. L'aménagement peut également nécessiter l'obtention d'un permis d'aménager ou un permis de construire.

Le candidat fera son affaire des diverses autorisations administratives nécessaires à la réalisation de son projet et à l'exercice de ses activités.

Le candidat s'engage à respecter tout au long de l'exécution de la concession, l'ensemble des normes, réglementations, législations, textes et usages particuliers en vigueur:

- au titre des installations classées pour ce qui est du stockage et de la distribution des sources d'énergie (carburants/électricité) ;
- au titre des travaux publics pour ce qui concerne les infrastructures ;
- au titre des bâtiments pour ce qui concerne les superstructures.

### **2.2 Dispositions des ouvrages et installations**

Le projet ou toute modification du projet de réaménagement de l'aire doit être soumis à l'approbation du Directeur Interdépartemental des Routes EST qui, le concessionnaire entendu, peut prescrire les modifications jugées nécessaires notamment pour assurer la sécurité de la circulation, la protection de l'environnement (en particulier les réseaux électriques et téléphoniques seront enterrés), la conservation du Domaine Public et satisfaire aux objectifs poursuivis. Le dossier doit comprendre tout plan, dossier et mémoire descriptif permettant de juger des réalisations projetées et du respect du cahier des charges.

Sans préjudice des prescriptions concernant les installations classées ou résultant de la législation sur la construction, le concessionnaire est tenu de se conformer aux dispositions techniques contenues dans le cahier des charges et dans les documents auxquels il renvoie.

Toute modification ultérieure des ouvrages et installations approuvées doit être soumise dans les mêmes formes à l'approbation du Directeur Interdépartemental des Routes EST.

### **2.3 Clôture - Accès limites**

L'aire sera intégralement clôturée.

Les usagers ne pourront en aucun cas accéder ou sortir de l'aire autrement que par la RN 57.

A l'issue des travaux, un bornage sera réalisé par le concessionnaire et à ses frais afin de fixer les limites de gestion.

## **Article 3 - EXPLOITATION ET ENTRETIEN DE L'AIRE**

### **3.1 Fonctionnement de la station – service**

Le concessionnaire devra se conformer aux prescriptions résultant de la législation propre à l'établissement qu'il exploite.

Les installations de la station-service seront mises à la disposition des usagers de manière à ce que l'exploitation soit assurée en permanence, 24h/24 toute l'année (entre 21h et 6h, la continuité du service pourra être considérée comme assurée par la mise à la disposition des usagers d'appareils automatiques de distribution) et ceci toute l'année.

Le concessionnaire assurera à minima, l'approvisionnement continu et la distribution des carburants/électricité suivants :

- Sans Plomb 95 ou SP95-E10 ;
- Sans Plomb 98 ;
- Gazole ;
- Biocarburant E85 ;
- Recharge électrique (compatible multi-marques de véhicules électriques).

### **3.2 Exécution des travaux**

Le concessionnaire exécutera les travaux dont il est Maître d'Ouvrage, sous le contrôle des services de la Direction Interdépartementale des Routes EST (DIR Est), conformément au projet approuvé, suivant les règles de l'art et sans gêne pour la circulation routière.

Toute intervention à proximité de la section courante de l'autoroute nécessitera l'approbation des services de la DIR Est. Un dossier d'exploitation sous chantier détaillé par phase de travaux sera soumis à approbation des services de la DIR Est.

La signalisation temporaire de la RN 57 sera à la charge du concessionnaire.

Le concessionnaire veillera à ce que le chantier soit signalé de jour et de nuit dans les conditions réglementaires. Il sera tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers de bâtiments et de travaux publics, notamment lorsque l'exécution des travaux peut amener des ouvriers à s'approcher à moins de trois mètres de conducteurs ou de supports de lignes de distribution ou de transport d'énergie électrique.

Toute modification des ouvrages et installations intervenant en cours d'exécution devra être soumise à l'autorisation préalable du Directeur Interdépartemental des Routes EST.

### **3.3 Exploitation de la station – service**

Outre l'approvisionnement des usagers en carburants (y compris électricité) et lubrifiants de tous ordres, le concessionnaire est autorisé à exercer au titre de la station-service, les activités suivantes :

- opérations d'entretien ;
- vente de tous les accessoires d'automobile ;
- vente, par distributeurs automatiques, de bâtonnets et crèmes glacées, plats cuisinés, sandwiches, salades composées et produits frais ainsi que de boissons chaudes et froides non-alcoolisées en gobelets ; par présentoirs ou par appareils de distribution automatique, de biscuiterie et confiserie sèches en petit conditionnement, n'excédant pas 500g ; de sandwiches ;
- vente d'articles de bazar, de jouets, d'articles de sport, d'articles photographiques, d'articles de librairie et de papeterie, de journaux, dans le respect des lois en vigueur ;
- exploitation d'un buffet (restauration rapide, cafétéria) ou restauration froide de type sandwicherie ;
- vente de produits régionaux.

La distribution gratuite de boissons alcoolisées est rigoureusement interdite.

### **3.4 Entretien de l'aire de service**

L'entretien des voies et des accès inclus dans le territoire concédé devra permettre d'assurer leur pérennité et la sécurité des usagers dans le respect des règles de l'art et des guides de la profession. Cet entretien comprend le service hivernal de même niveau que les bretelles de la route nationale pour les accès généraux de l'aire ainsi que pour les zones de stationnement des véhicules légers et des poids lourds. La DIR Est assurera uniquement le service hivernal des bretelles avec un passage dans la voie principale de l'aire selon le niveau de service défini par l'État.

Les installations immobilières et mobilières, de même que leurs dépendances, leurs abords et leurs décorations, seront toujours tenues dans un état d'entretien, de fonctionnement et de propreté convenant à l'usage auquel elles sont destinées. La même obligation s'impose en ce qui concerne les équipements et matériels, en particulier ceux mis à la disposition des usagers sur l'aire, les revêtements des sols et des murs et les enduits et carrelages, notamment dans les locaux sanitaires, ainsi que les arbres et les plantations ornementales. Le concessionnaire est tenu de faire procéder, promptement et à ses frais, à l'enlèvement et au transfert en un lieu destiné à cet effet des ordures, gravats, immondices et emballages vides. Chaque fois que nécessaire, le concessionnaire remédiera aux détériorations du gros-œuvre, renouvellera les peintures intérieures et les enduits extérieurs, remplacera les mobiliers et matériels vétustes ou usés et, d'une manière générale, veillera sous sa responsabilité à la bonne tenue d'ensemble de l'aire.

L'État se réserve le droit de faire visiter les locaux et leur dépendance et de réclamer au concessionnaire l'exécution des réparations, restaurations et renouvellements justifiés par la sécurité du public et la salubrité des lieux. En cas de retard dans l'exécution des opérations prescrites et après mise en demeure par lettre recommandée, l'État pourra les faire exécuter d'office, aux frais, risques et périls du concessionnaire, sans préjudice des dispositions concernant la dénonciation de la concession.

Tout changement ou renouvellement des équipements d'exploitation doit comporter la mise en place de dispositifs au moins identiques ou équivalents au point de vue fonctionnel et qualitatif à ceux d'origine, sous réserve des nécessités de l'évolution technique.

### **3.5 Frais d'entretien**

Les frais d'entretien de la station-service, des installations annexes et de l'aire en général sont à la charge du concessionnaire.

### **3.6 Fourniture des fluides et services**

Le concessionnaire est tenu d'assurer l'alimentation en eau potable, en électricité et en téléphone de l'aire et de se raccorder au réseau d'assainissement communal si celui-ci existe à proximité de l'aire de service. La consommation de chaque fluide est enregistrée par un compteur au nom du concessionnaire. Celui-ci fait directement son affaire avec les compagnies distributrices des modalités de règlement des fournitures d'eau, d'électricité et de tout autre fluide et service qui lui sont nécessaires.

### **3.7 Signalisation et publicité**

La signalisation et la pré-signalisation de l'aire seront assurées conformément aux instructions interministérielles sur la signalisation routière. L'enseigne, comme l'éclairage, ne devront pas être éblouissants et seront disposés de manière à prévenir toute confusion avec les signalisations d'obstacles et de véhicules.

Le Directeur Interdépartemental des Routes EST pourra toutefois autoriser le concessionnaire à implanter sur l'aire des publicités, enseignes publicitaires et pré-enseignes, sans préjudice des droits de timbre éventuellement exigibles et sous réserve qu'elles ne soient pas visibles de la chaussée et ne nuisent ni à l'esthétique de l'environnement, ni à la vocation de l'aire et à la détente

des usagers. Elles devront être conformes aux dispositions réglementaires en vigueur.

## **Article 4 - ANNEXE TECHNIQUE**

### **4.1 Textes techniques applicables dans le cadre des études et des travaux**

Le candidat s'engage à respecter tout au long de l'exécution du contrat, l'ensemble des normes, réglementations, législations, textes et usages particuliers en vigueur :

- au titre des installations classées pour ce qui est du stockage et de la distribution de carburants ;
- au titre des travaux publics pour ce qui concerne les infrastructures ;
- au titre des bâtiments pour ce qui concerne les superstructures.

Dans le cadre de l'application de la loi de transition énergétique, le bâtiment neuf ou rénové devra (à minima) être conforme à la réglementation thermique en vigueur.

### **4.2 Terrassements -chaussées**

Dans le cadre de la réutilisation de matériaux pour la réalisation des terrassements, il devra être fait application du guide technique pour "la réalisation des remblais et des couches de forme" de septembre 1992 élaboré par le Laboratoire Central des Ponts et Chaussées et le Service d'Etudes Techniques des Routes et des Autoroutes.

Toute disposition devra être prise pour que les travaux (hors bretelles) ne nécessitent pas de mesures particulières concernant la circulation de la route nationale 57.

Les chaussées et leurs structures seront conformes aux guides et règles de l'art de la profession.

### **4.3 Signalisation**

#### **4.3.1 Signalisation horizontale**

La signalisation horizontale devra être mise en place conformément aux règles en vigueur (7<sup>ème</sup> partie du livre I de la signalisation routière).

Les marquages seront réalisés en enduit à chaud thermoplastique.

#### **4.3.2 Signalisation de police**

Le matériel sera rétro-réfléchissant de classe II. La gamme de panneaux utilisée devra résulter du statut des voies :

- grande gamme sur les bretelles,
- gamme normale sur les voiries de l'aire de service.

#### **4.3.3 Signalisation de direction**

La signalisation projetée devra prendre en compte les recommandations de la circulaire du 22 mars 1982 pour ce qui concerne la route nationale.

Le matériel prescrit sera rétro-réfléchissant de classe II sur les bretelles, les hauteurs des lettres

seront adaptées à une vitesse d'approche de 110 km/h soit  $H_b = 320$  mm.

Les déplacements des panneaux existants, nécessaires à la réalisation de l'aire, seront à la charge du concessionnaire.

#### 4.3.4 Signalisation de rappel des limitations de vitesse

En application de la circulaire n° 2002-52 du 31 juillet 2002, un panneau sera installé sur l'aire de service et implanté à la sortie incitant les usagers qui vont prendre la route nationale à respecter les limitations de vitesse. Ce panneau est à la charge du concessionnaire et sera conforme aux recommandations de la circulaire.

#### **4.4 Signalisation de l'intérieur de l'aire**

Elle aura pour but de diriger les différentes catégories d'usagers vers les zones de stationnement ou les équipements qui leur sont spécifiques.

Elle devra être réalisée conformément au dossier guide de la DSCR de décembre 1980 sur les aires annexes sur autoroutes de liaison.

#### **4.5 Éclairage public**

Les parkings, les cheminements piétons et le bloc sanitaire devront être éclairés ou balisés.

A titre indicatif, les prescriptions suivantes pourraient être appliquées :

Désignation des zones	Eclairage en LUX/m <sup>2</sup>		
	Mini	Moyen	Maxi
Zone entre la station services et les aménagements autres	3	5	7
Chemins d'espace vert		10	
Extérieur des cabines téléphoniques	10	15	20
Accès piétonnier du bloc sanitaire	3	5	7
Abords du bloc sanitaire	6	8	10
Intérieur du bloc sanitaire	25	30	35

#### **4.6 Caractéristiques géométriques principales**

##### 4.6.1 - Organisation générale et circulation interne

Les dispositions des divers aménagements de l'aire devront prendre en compte les recommandations données par le dossier guide de la DSCR concernant les aires annexes sur autoroute de liaison de décembre 1980.

L'aménagement des voies internes devra être conçu afin de diminuer au maximum les points de conflits et séparer au maximum les flux piétons, PL, VL et services.

##### 4.6.2 Accès à la voie express RN 57

Les entrées et sorties des aires de service comportent des voies de décélération et d'accélération. Ces dernières satisfont aux exigences des instructions sur les conditions techniques d'aménagement des autoroutes de liaison (ICTAAL 2015) du SETRA.

##### 4.6.3 Caractéristiques en profil en long

D'une manière générale, l'ensemble des caractéristiques retenues pour les voies des aires devront satisfaire aux normes préconisées dans "l'Aménagement des Routes Principales" (A.R.P.) pour une vitesse de 30 ou 50 km/h.

#### **4.7 Bâtiments**

Dans le cadre de l'ensemble des bâtiments réhabilités et ou réalisés sur les aires, le concessionnaire devra :

- S'assurer l'appui d'un bureau de contrôle agréé intervenant en phase études et travaux ayant pour mission de contrôler la solidité des ouvrages et la sécurité des personnes ;
- Remettre systématiquement à Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes EST copie des demandes et décisions de permis de construire ainsi que les certificats de conformité avant ouverture au public ;
- Souscrire une assurance dommage-ouvrage concernant les bâtiments. Un certificat sera remis à Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes EST avant ouverture au public.

Les constructions devront répondre aux directives du PLU.

#### **4.8 Démolition des bâtiments**

Si le concessionnaire engage des démolitions, il devra respecter la réglementation en vigueur et notamment les prescriptions suivantes.

La démolition complète des bâtiments inclut les fondations, des réseaux et tous types de chaussées. L'évacuation des matériaux sera réalisée en décharges appropriées selon la réglementation en vigueur :

1. directive européenne 1999/31/CE du conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets ;
2. Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
3. plan départemental de gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics.

Tout désamiantage ou démolition d'un bâtiment amianté doit faire l'objet d'un plan de retrait déposé à la Direction départementale du travail.

#### **4.9 Ombrières photovoltaïques**

Les ombrières photovoltaïques devront respecter l'ensemble des préconisations suivantes :

▪ Application du corpus des Eurocodes :

- ECO
- EC 1 (parties 1-1,1-3 à 1-7)
- EC2 (partie 1-1)
- EC3 (parties 1-1,1-3,1-8,1-9 et 1-10)
- EC7
- EC8 (partie 1)

avec les choix fondamentaux suivants :

- durée de vie : 30 ans
- classe de conséquences : CC2 (faible présence de personnes)
- classe de fiabilité : RC2



- niveau de supervision : DSL2
- niveau de contrôle pendant l'exécution : IL2
- classe d'exécution (NF EN 1090-2) : EXC 2
- Durabilité :
  - o classe de corrosivité C3
  - o classe d'exposition des bétons XC4-XF1
  
- Robustesse :
  - o Incendie : pas de dimensionnement spécifique mais mise en œuvre d'un système de détection d'incendie associée à une sirène (notamment pour réveiller les chauffeurs PL dormant dans leur cabine, ainsi que les usagers de caravanes)
  - o Choc :
    - choc « bas » appliqué à 1,50 m au-dessus du sol, dont la valeur de calcul correspond au déplacement d'une PL sur parking (EC 1 partie 1-7 - tableau 4.1)
    - choc « haut » appliqué à 4 m au-dessus du sol, dont la valeur de calcul correspond à 1/5 de la valeur précédente
    - non prise en compte de choc sur la structure (notamment bracons) supportant la toiture si la hauteur libre > 6 m ; si non (HL < 6 m), prise en compte d'un choc dont la valeur de calcul est fonction de la hauteur libre : variation linéaire entre la valeur de calcul correspond au déplacement d'une PL sur parking (EC 1 partie 1-7 - tableau 4.2) pour une hauteur libre inférieure à 5 m et 0 à partir de 6 m
    - Hauteur libre minimale ombrière PL : si hauteur minimale  $h < 5,25$  m (y compris sous bracons), présence d'une protection lourde et pérenne (ce qui implique surveillance et entretien rigoureux), dégageant une hauteur libre comprise entre 4,75 m et  $h - 0,1$  m
  - o Séisme : sans objet conformément à la note « Règles parasismiques pour les ombrières PV 2 » (CTICM, novembre 2023)
  
- Actions variables :
  - o actions climatiques (vent et neige) conformément aux cartes de zonage
  - o surcharges d'exploitation : surcharges réparties de 0,8 kN/m<sup>2</sup> et surcharge ponctuelle de 1,5 kN (toitures inaccessibles sauf pour entretien et réparations courants), non cumulables avec les autres actions
- Application des DTU (32.1 pour charpente en acier, 13.1 pour les fondations superficielles)
- Mission contrôle technique :
  - mission « Solidité des ouvrages »
- Surveillance : visite annuelle et inspection détaillée sexennale
- Equipements
  - o Guide UTE (Union Technique de l'Electricité) C15-712-1,
  - o NFC15-100,
  - o Référentiel APSAD (Assemblée Plénière de Sociétés d'Assurances Dommages) D20 « Procédés photovoltaïques » de février 2013, définissant les préconisations techniques minimales auxquelles doivent répondre les installations photovoltaïques

pour garantir la sécurité des bâtiments, des procédés photovoltaïques et de leur accessibilité pour l'intervention des secours ou la maintenance dans toutes les circonstances préalablement établies.